1895

1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze

Revue de l'association française de recherche sur
l'histoire du cinéma

42 | 2004

Varia

Pour une histoire « désintéressée » du cinéma

Réflexions sur les « Deuxièmes Journées d'études européennes sur les
archives de cinéma » (8-10 octobre 2003)

Laurent Le Forestier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/1895/1332>

DOI : 10.4000/1895.1332

ISBN : 978-2-8218-1018-1

ISSN : 1960-6176

Éditeur

Association française de recherche sur l'histoire du cinéma (AFRHC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2004

Pagination : 111-116

ISBN : 2-913758-42-8

ISSN : 0769-0959

Référence électronique

Laurent Le Forestier, « Pour une histoire « désintéressée » du cinéma », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze* [En ligne], 42 | 2004, mis en ligne le 07 janvier 2008, consulté le 17 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/1895/1332> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/1895.1332>

Ce document a été généré automatiquement le 17 avril 2022.

© AFRHC

Pour une histoire « désintéressée » du cinéma

Réflexions sur les « Deuxièmes Journées d'études européennes sur les archives de cinéma » (8-10 octobre 2003)

Laurent Le Forestier

- 1 Moins d'un an après les « Premières Journées d'études européennes sur les archives de cinéma » (29-30 novembre 2002) qui avaient pour objet « le patrimoine cinématographique : nouvelle mission, nouveaux métiers »¹, se sont tenues du 8 au 10 octobre dernier, à nouveau à la BNF, des « Deuxièmes Journées », sur le thème : « Sauvegarder, enrichir et exploiter : nouveaux équilibres et filières de formation ». La juxtaposition de ces deux intitulés suffit à montrer la continuité entre ces deux rencontres : des métiers aux formations, les préoccupations actuelles des archives de cinéma concernent résolument et prioritairement leur personnel. La plupart des propos tenus ont donc (légitimement, serait-on tenté d'ajouter) contribué à construire un discours global des Institutions sur elles-mêmes (leurs méthodes, leur fonctionnement, etc.), bien plus qu'un questionnement, pourtant essentiel, sur le rôle des archives dans l'écriture de l'histoire du cinéma². On objectera peut-être que ce n'était pas le propos annoncé et voulu mais il semble tout de même que l'absence du syntagme « histoire du cinéma » dans les intitulés de ces Premières et Deuxièmes Journées d'études ne doive rien au hasard. D'autant plus que comme la plupart des intervenants l'ont rappelé les communications avaient fait l'objet d'une « commande » jusque dans le titre choisi. On peut voir, par conséquent, la structure du programme de ces trois jours comme l'articulation d'un discours, dont l'énonciateur serait les deux institutions organisatrices, et sans doute un peu moins Isabelle Giannattasio (directrice du département de l'audiovisuel à la BNF) que Marc Vernet, qui assurait à la fois les introductions et les synthèses de chaque journée, intervint lors de la première contribution (avec Isabelle Giannattasio), puis au centre du programme et fut le dernier orateur.
- 2 Cette première communication, qui inaugure ces Journées après les remerciements habituels, avait pour dessein d'effectuer un « bilan d'étape », tout en donnant le ton,

c'est-à-dire en offrant une première explication possible au titre choisi pour ces Journées. Il y fut donc question de formation, et plus particulièrement, de formation continue. Commentant un sondage effectué par la BiFi auprès d'autres institutions archivistiques sur les désirs de formation pour et de leurs salariés, Marc Vernet a construit un raisonnement dont la forme est en quelque sorte homothétique avec la structure globale de ces Journées. Premier temps de la réflexion : comme le montrent les exemples extérieurs au champ cinématographique, la question de la formation des personnels est aujourd'hui essentielle pour l'organisation des institutions patrimoniales. Deuxième temps : la demande en formation ne concerne pas un « accroissement de la connaissance en histoire du cinéma » mais l'acquisition de compétences nouvelles. Troisième temps, en forme de question : quelle(s) politique(s) (en terme de recrutement, d'offre, de méthodes de gestion des fonds, etc.) adopter, sachant qu'aucune formation existante (initiale et continue) ne semble convenir à la diversité des archives cinématographiques ? Si, comme l'a dit Marc Vernet, « parler de formation, c'est aussi parler du reste », en ce sens que le fonctionnement d'une Archive dépend étroitement du personnel qui la compose, on constate surtout que parler *avant tout* de formation revient à penser l'histoire du cinéma en terme d'*intérêt*, et non comme l'une des finalités logiques aux missions assignées. Arrêtons-nous sur ce sondage, véritable source, au sens historiographique, à partir de laquelle Marc Vernet a échafaudé ses hypothèses et interprétations. Il serait fastidieux de lister tous les problèmes que mettrait en lumière une critique interne de ce document³ : il ne dit pas, par exemple, ce que sont ces institutions sondées et n'évoque pas leurs disparités (tailles, nombre de personnes, sources du financement, etc.). Surtout, il produit des « traces » dont l'interprétation paraît parfois discutable. Ainsi la question 6 de ce sondage (« quels sont vos objectifs principaux en matière de formation continue de vos salariés ? ») prévoyait cinq réponses possibles, dans cet ordre : « actualiser les compétences acquises » ; « accroître les compétences acquises » ; « acquérir des compétences nouvelles » ; « accroître la culture générale » ; « autres (préciser) ». D'évidence, dans une telle liste, la culture générale (curieusement réduite, dans l'énoncé oral de Marc Vernet, à la « connaissance en histoire du cinéma ») faisait figure d'intrus et il n'est donc guère étonnant que cette réponse soit arrivée en dernière position. Cependant, est-on bien certain que si la question avait concerné l'accroissement de la connaissance en histoire du cinéma on eût obtenu les mêmes résultats ? *A fortiori* si l'on avait présenté légitimement la connaissance en histoire du cinéma comme une « compétence » nécessaire et indispensable au travail en archives de cinéma. Mais c'eût été alors lui accorder un *intérêt* que l'interprétation finale cherche justement à lui dénier.

- 3 Selon Paul Veyne, l'un des deux principes essentiels de l'historiographie réside dans le fait que « l'histoire est connaissance désintéressée »⁴. De ce point de vue, ces Journées d'études ont opéré un véritable retournement épistémologique, en un double mouvement consistant d'abord à ne discuter de l'histoire du cinéma que comme connaissance *intéressée*. Cela s'est traduit notamment, comme nous l'avons vu, par la question posée par la BiFi aux institutions archivistiques sur l'utilité de la connaissance en histoire du cinéma. Mais cette idée s'est retrouvée aussi, dans une perspective critique, au cœur de la distinction opérée par Pierre Sorlin entre « patrimoine » (du côté de l'accumulation, de la capitalisation pourrait-on presque ajouter) et « héritage » (du côté du partage, d'une répartition). Tout comme elle était encore à l'œuvre dans les conceptions utilitaristes des archives développées par Serge Toubiana (le document

cinématographique comme bonus potentiel pour l'édition DVD) et Dominique Païni (le document cinématographique comme pièce à exposer où sa valorisation passe en quelque sorte par une « déshistoricisation »). C'est autour de cette conception de l'histoire du cinéma comme connaissance *intéressée* (plus qu'*intéressante*) qu'a été créé le DESS « Valorisation des patrimoines cinématographiques et audiovisuels » à Paris VIII, doublement représenté cette année par son fondateur, Guy Fihman, et par une de ses étudiantes, Morgan Lefeuvre. Et l'on ne s'étonnera guère que ces Journées d'études aient cru nécessaire de modéliser cette démarche en insistant sur ses équivalents allemand (Heide Schlüpmann, Université Goethe, Francfort) et néerlandais (Thomas Elsaesser, Université d'Amsterdam). Enfin, c'est encore cette vision intéressée de l'histoire du cinéma qui explique la place importante accordée, à travers deux interventions (Serge Tisseron et Laurent Mannoni), à la figure du collectionneur, c'est-à-dire celui qui monétise l'histoire du cinéma pour transformer (parfois jusqu'à l'excès, comme l'a rappelé judicieusement Laurent Mannoni) un intérêt culturel en intérêt financier.

- 4 Le deuxième temps (simultané, d'ailleurs, et non successif) de ce double mouvement a consisté à réfuter l'intérêt même de l'histoire du cinéma, sans jamais, pour autant, interroger cette notion d'*intérêt* : de quel intérêt s'agit-il (financier, culturel, social) et l'intérêt de qui (des Institutions, des fonds, des chercheurs ?). Dans le programme, ce deuxième temps a occupé une position stratégique, au cœur même de l'ensemble, véritable nœud entre une première journée consacrée aux formations et aux métiers, et une troisième centrée plutôt sur les méthodes et les missions. En effet, la demi-journée du jeudi matin devait s'intéresser, aux dires mêmes de Marc Vernet, à l'histoire du cinéma. Pourtant, dans ce programme intitulé « avec le cinéma, pour mémoire » (où l'on peut imaginer que tout est dans la virgule), la seule intervention contenant en son titre le syntagme « histoire du cinéma » consistait justement à en nier l'existence (« L'histoire du cinéma n'existe pas »). Certes, Jacques Aumont (Université Paris III) s'est empressé de préciser qu'il y avait une bonne dose de « provocation »⁵ dans ce titre choisi par Marc Vernet. Mais sa position s'inscrit clairement dans cette idée d'une histoire du cinéma dénuée d'intérêt, aussi bien dans ce qui a déjà été fait (écriture apologétique, absence de problématiques pertinentes, etc., chez les historiens « classiques » du cinéma) que dans ce qui pourrait (ou plutôt ne peut pas, justement) être fait : une histoire des images, des formes, impossible à mettre en œuvre du fait de la « survivance des images » (référence à Warburg et à Didi-Huberman). Or il y a derrière cette idée un présupposé implicite qui serait, bien plus que l'habituelle opposition binaire de l'Université française entre histoire et esthétique du cinéma, la subordination de la première discipline à la seconde. Pour l'exprimer autrement, faire venir un esthéticien à des Journées d'études sur les archives cinématographiques, c'est programmer un discours qui, en laissant entendre qu'il existerait une supériorité presque ontologique de l'esthétique sur l'histoire du cinéma, entérine définitivement l'absence d'intérêt de cette dernière.
- 5 Si l'Université (ou du moins l'un de ses représentants, et tant pis s'il n'est pas historien) dénie l'existence même des disciplines qu'elle est censée enseigner et approfondir, tout devient possible. Le champ de « l'intérêt de l'histoire du cinéma », laissé en déshérence, est ouvert : les Institutions n'ont plus qu'à se l'approprier. Et donc pour rendre l'histoire du cinéma *intéressante*, Isabelle Giannattasio et Marc Vernet ont proposé « une politique de l'offre en matière de recherche ». De quoi s'agit-il ? Notamment de parcelliser l'histoire du cinéma en champs *intéressants* sur lesquels des chercheurs

extérieurs aux institutions sont incités à travailler. Cette collaboration peut prendre la forme d'accueil de stagiaires (en provenance de l'INP et de Paris VIII, comme ce fut le cas pour Morgan Lefeuvre qui raconta son expérience), de mises en place d'ateliers professionnels et même d'encadrement de sujets de recherche (une sorte de statut de chercheur associé, déjà en place à la Vidéothèque de Paris depuis 1992, qui ne nécessite pas de personnel encadrant puisqu'on « recrute » à partir de la Maîtrise des personnes déjà suivies « normalement » dans le cadre universitaire). Une nouvelle fois, on glisse donc de *l'intéressant* à *l'intéressé* puisque l'Institution opère ses choix (de sujets, de contrats, de personnes, etc.) en fonction de ses besoins. Elle dissimule ainsi l'intérêt financier derrière un intérêt culturel. En effet, les exemples de sujets communiqués (« typologie des techniques graphiques utilisées par les décorateurs » ; « étude sur la conservation et les restaurations des albums photos des collections de la BiFi » ; etc.) montrent bien qu'il s'agit, plus que d'un travail de réflexion sur l'histoire du cinéma, d'effectuer des missions que l'Institution est obligée, par son statut même, de remplir et pour lesquelles elle cherche donc à utiliser des compétences extérieures. Pour le dire autrement, l'Institution mesure l'intérêt d'un fonds et l'intérêt d'un chercheur à l'aune de son propre intérêt. On voit aussi que cette vision intéressée de l'histoire du cinéma fait plus que s'accommoder du devenir intéressé de l'enseignement universitaire, tel qu'il se profile à l'heure actuelle en Europe à travers le fameux schéma LMD (professionnaliser à tout prix les filières, c'est introduire une finalité intéressée dans des enseignements qui, pour certains, s'en passaient fort bien jusqu'alors) : elle l'accompagne et le stimule. Et l'on comprend que le choix d'un grand nombre d'interventions articulées autour de la notion d'intérêt concoure à préparer, à légitimer ce positionnement discutable.

- 6 Évoquant le patriotisme, Paul Veyne explique qu'« il ne s'intéresse qu'à ce qui le justifie et laisse le reste en état ». En ce sens, les propositions de ces Journées semblent relever d'une sorte de chauvinisme institutionnel, voire territorial. Durant ces Journées d'études, en effet, s'est également jouée la posture de la BiFi en acteur privilégié des archives cinématographiques et, symboliquement, il fallut attendre l'intervention, presque dissimulée (en fin de programme, dans une table ronde), d'une inspectrice des Archives de France (Élisabeth Rabut), c'est-à-dire d'une personnalité extérieure à ce monde clos des archives cinématographiques, pour rappeler que les documents pour faire l'histoire du cinéma peuvent aussi se trouver ailleurs que dans ces institutions spécialisées. On mesure ainsi les multiples conséquences que peut avoir une conception strictement intéressée de l'histoire du cinéma.
- 7 Cependant, ces considérations ne seraient que brouillilles s'il n'y avait derrière tout cela des enjeux bien plus importants et, pour tout dire, encore une fois, intéressés. N'oublions pas que le véritable sujet de réflexion de ces Journées était clairement annoncé : la formation. Et, sur ce point, l'alliance des Premières Journées, entre la BiFi et l'Association des Cinémathèques Européennes s'est en quelque sorte défaite sur l'opposition entre formation continue (Marc Vernet) et mise en place d'une vraie filière de formation initiale pour les métiers, très particuliers, demandant des spécialisations parfois très pointues, des archives cinématographiques (Gabrielle Claes). Pour Marc Vernet, comme nous l'avons vu, les missions spécialisées peuvent être en quelque sorte externalisées, en les confiant à des étudiants-chercheurs (sortes d'interimaires bénévoles). Dès lors, le personnel titulaire n'a pas besoin d'avoir suivi une formation initiale très spécialisée (par exemple en histoire du cinéma) et pourra, ponctuellement, suivre une formation continue, là encore quand son institution en aura besoin. Bref,

c'est encore là une vision intéressée, mais cette fois de la gestion des archives. Et l'on voit bien qu'il y a toujours un intérêt dominant (celui de la direction de l'Institution et de sa gestion « maîtrisée ») et un intérêt dominé (celui du personnel, titulaire ou temporaire).

- 8 Pour toutes ces raisons, il semble nécessaire, aujourd'hui, de plaider pour une histoire « désintéressée » du cinéma, qui pourrait être le préalable à une redéfinition des missions et des modalités de fonctionnement des archives cinématographiques, débarrassée de certains scories de la pensée libérale. Paul Veyne se demandait « comment on écrit l'histoire ». Certains problèmes des archives cinématographiques, comme d'ailleurs de l'historiographie du cinéma, viennent peut-être du fait qu'on n'a sans doute pas assez répondu à une autre question : « Pourquoi écrit-on l'histoire du cinéma ? » Pour la monétiser ou pour en faire une « culture gratuite » (Veyne, encore) ? Espérons que les futures Troisièmes Journées d'études fourniront enfin l'occasion de s'interroger *explicitement* sur le rôle des archives dans l'écriture de l'histoire du cinéma.

NOTES

1. Lire sur ce point Valérie Vignaux « Archives et Histoire : des archives pour l'histoire – du cinéma ? », 1895, n° 40, juillet 2003, pp. 107-119.

2. Bien que Marc Vernet ait affirmé, dans sa synthèse finale qu'« on ne peut pas parler de formation sans réfléchir à nos missions ».

3. La liste des questions posées dans ce sondage ainsi que l'analyse des réponses figurent, avec d'autres documents, dans une chemise BiFi remise à chaque participant à ces Journées.

4. Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Univers historique », 1971.

5. Le terme fut déjà utilisé l'an passé, lors des Premières Journées d'études, par Isabelle Giannattasio pour définir le sujet d'intervention que lui avait proposé Marc Vernet : « le dépôt légal : une utopie démocratique ? ».